



MEDIAPART

DOSSIER Chroniques de Gaza

Lettre d'une Gazaouie à un ami : « Nous ne souhaitons pas d'avenir. Nous souhaitons que le présent s'arrête »

« Que souhaitent les Palestiniens pour l'avenir de Gaza, en ce jour anniversaire du génocide ? »

L'autrice Nour Elassy répond à l'interrogation qui lui est lancée : il n'est plus question d'avenir tant que le présent, celui de la mort et de l'effacement, ne s'est pas arrêté.

Nour Elassy

8 octobre 2026 à 07h05

Un ami m'a demandé : « *Que souhaitent les Palestiniens pour l'avenir de Gaza, en ce jour anniversaire du génocide ?* » Quelque chose en moi est remonté avant même que je puisse l'arrêter. Comment oses-tu ? Comment oses-tu me questionner sur l'avenir ? Comment est-ce même possible de penser à l'avenir alors que les tueries, les massacres et l'injustice continuent ? Comment pouvons-nous regarder vers l'avenir alors que nous ne pouvons même pas regarder ailleurs ?

Je ne l'ai pas dit à voix haute. Mais cette question m'est restée, car celle de mon ami repose sur une hypothèse que le monde entier semble partager : c'est qu'il y a un « après », que la guerre est finie et que l'avenir a commencé. C'est faux.

Aux yeux du monde, un cessez-le-feu à Gaza est en vigueur depuis le 10 octobre 2025. Sur le terrain, depuis cette date, le ministère de la santé de Gaza a compté plus de 1 400 Palestinien·nes tué·es. Le 16 septembre, à Tel al-Hawa, dans la ville de Gaza, un immeuble déjà endommagé par les bombardements s'est effondré sur les familles déplacées qui s'y abritaient. Vingt et une personnes ont été tuées. Douze d'entre elles étaient des enfants. Personne n'a eu besoin de tirer un seul coup de feu cette nuit-là.



Les secouristes déblayent les décombres pour récupérer des corps dans un bâtiment effondré du quartier de Tel al-Hawa, dans la ville de Gaza, le 16 septembre 2026. © Illustration Mediapart avec Omar Al-Qattaa / AFP

Ces morts ont lieu, et pourtant elles n'existent presque pas. Dans *Ce qui fait une vie. Essai sur la violence, la guerre et le deuil* (La Découverte, 2010), Judith Butler soutient qu'une vie n'est reconnue comme une vie, et que sa perte n'est pleurée, que lorsqu'elle apparaît dans un cadre qui la rend visible. Le « cessez-le-feu » est un de ces cadres.

Lorsque la fin de la guerre est déclarée, les personnes qui continuent d'en mourir disparaissent de l'image. Elles ne sont pas mortes de la guerre : officiellement, il n'y a pas de guerre. Elles ne sont pas victimes de la paix : la paix n'est pas censée tuer. Elles tombent dans une faille du langage et le monde ne pleure pas ce pourquoi il n'a pas de mot.

Tout le monde, sauf les Palestiniens

En septembre 2025, la commission d'enquête des Nations unies présidée par Navi Pillay a conclu qu'Israël commettait un génocide à Gaza. L'avocate sud-africaine a déclaré que le génocide « *se produit à Gaza et continue de se produire* ». Continue : c'est le temps grammatical dans lequel nous vivons.

Je refuse donc le terme « anniversaire ». Les anniversaires célèbrent ce qui prend fin. Ce qui se passe à Gaza n'a pas fini d'advenir. Alors, je compterai, comme nous l'avons fait dès le premier matin. Un jour, puis un autre, puis un autre encore. Aujourd'hui 8 octobre, c'est

le 1 098^e jour.

« *Que souhaitent les Palestiniens pour l'avenir de Gaza, en ce jour anniversaire du génocide ?* » Plus je vis avec la question posée par mon ami, plus ma colère se transforme en quelque chose à quoi je ne m'attendais pas. Car en trois ans, presque personne ne nous a questionné·es en ces termes.

À part nous, tout le monde a un avenir pour Gaza. Le 4 février 2025, Donald Trump a annoncé, aux côtés de Benjamin Nétanyahou depuis la Maison-Blanche, que les États-Unis prendraient le contrôle de Gaza pour en faire une « *Riviera* ». La bande de Gaza, a-t-il déclaré, ne devait pas être reconstruite ni occupée par « *les mêmes personnes* ». Mais je fais partie de ces « *mêmes personnes* ». Ma mère fait partie de ces « *mêmes personnes* ». Ma petite nièce, qui frissonne dans son sommeil à chaque explosion, fait partie de ces « *mêmes personnes* ».

Puis est venu un Conseil de paix, présidé par l'homme qui rêvait de la « *Riviera* ». Aucun·e Palestinien·ne n'y siège. Le 23 septembre, aux Nations unies à New York, il a dévoilé un plan de 2,45 milliards de dollars pour commencer à reconstruire Gaza. La semaine d'avant, les États-Unis avaient refusé d'accorder des visas à la délégation palestinienne pour participer à l'assemblée générale de l'ONU. Notre futur a été présenté dans une ville où nos représentant·es n'étaient pas autorisé·es à entrer.

Rien de tout cela n'est neuf. En 1987, Sara Roy, chercheuse à Harvard, a donné un nom à ce qui a été infligé à Gaza depuis le début de l'occupation : le « *dé-développement* ». Soit un processus délibéré empêchant une économie de croître en la coupant de tout ce dont elle a besoin pour se développer.

Chaque fois que j'essaie d'imaginer l'avenir de Gaza, je constate que quelqu'un d'autre l'a déjà commencé pour nous, et que ma mère n'y figure pas.

En 1984, Edward Saïd a écrit un essai dont le titre résume notre existence : *Permission to Narrate* (« Permission de raconter »). Selon lui, on refusait aux Palestinien·nes le

droit de raconter leur propre histoire. Quarante-deux ans plus tard, on nous refuse quelque chose d'encore plus insignifiant qu'une histoire. On nous refuse la permission de vouloir.

Regardez-moi. Je viens de Gaza et je suis à Paris. Je mange. Je dors dans un lit. J'étudie à l'EHESS. Mes poèmes, écrits sous les bombes, sont disponibles dans des librairies françaises. Du point de vue de la « *Riviera* », je suis un exemple de réussite : la Gazaouie qui est partie, qui a été sauvée et qui est devenue quelqu'un ailleurs. Dans l'avenir qu'ils dessinent pour Gaza, voici la place qu'ils m'assignent : ici, loin de là-bas. Mon retour est exclu.

Alors, quand je me suis assise pour enfin répondre à mon ami, j'ai découvert que je ne savais pas comment faire. Hannah Arendt pensait que la capacité humaine la plus politique est ce qu'elle appelait la « *natalité* » : parce que chacun·e d'entre nous naît, chacun·e de nous porte en soi la capacité de commencer quelque chose de nouveau. J'en suis venue à croire que c'est ce que le génocide attaque en dernier et le plus profondément. Pas seulement les corps, pas seulement les maisons, mais la capacité de commencer.

Chaque fois que j'essaie d'imaginer l'avenir de Gaza, je constate que quelqu'un d'autre l'a déjà commencé pour nous, et que ma mère n'y figure pas.

Un poète pour une liste

J'ai donc essayé avec des petites choses. Mahmoud Darwish, mon éternelle source d'inspiration, qui a lui aussi vécu en exil à Paris, a écrit un poème intitulé « Sur cette terre », une liste des petites choses ordinaires qui valent la peine d'être vécues. Je ne suis pas Darwish. Mais j'emprunte sa formule. Car une liste, c'est ce qu'on écrit quand les grands mots vous ont été ôtés.

La liberté, la justice, l'État : je crois à tout cela, mais ces mots ont été si souvent prononcés dans des pièces où nous sommes absent·es que je n'y parviens plus à trouver ma propre voix.

Voici ma liste : j'espère que l'enfant que j'ai interviewée à l'hôpital Asdiqa Al-Marid, dans le quartier d'Al-Rimal, cette enfant souffrant de malnutrition sévère, est

toujours en vie. J'ai raconté son histoire, mais je ne sais pas comment elle se finit. En août 2025, l'IPC (Integrated Food Security Phase Classification), soutenue par l'ONU, a confirmé l'existence d'une famine provoquée par Israël dans le gouvernorat de Gaza, la première famine jamais officiellement confirmée au Moyen-Orient. Dans cet hôpital, la mère de l'enfant m'a dit, à moi, journaliste pour Associated Press : « *Mon enfant est en train de mourir et il n'y a rien, ni même personne, qui puisse la sauver...* »

Vingt-deux ans plus tôt, Achille Mbembe a décrit ce qu'il appelait des « *mondes de la mort* », des lieux où des populations entières sont maintenues dans un état de morts-vivants.

Si cette enfant est encore en vie, je souhaite qu'elle puisse manger tous les bonbons et les gâteaux dont elle rêvait, pas seulement du pain, ce pain qu'on lui a pris, dans une maison qui n'existe plus. Je souhaite retourner chez moi en tant qu'étudiante et y trouver un repas chaud, préparé par ma mère ; je souhaite fêter à nouveau mon anniversaire à la maison, avec un gâteau à l'orange et le zeste des citrons de notre arbre.

Une seule famille, quatre pays.
Voilà à quoi ressemble déjà
l'avenir, et personne n'a eu besoin
de le dessiner sur une carte.

Je souhaite que chaque patient·e à Gaza soit soigné·e dans les mêmes conditions que partout ailleurs dans le monde. Avec des médicaments. Avec dignité. Avec un repas chaud et sain. J'aimerais que ma petite nièce Imane puisse dormir dans mes bras sans trembler. Sans se réveiller à chaque explosion et demander : « *Qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que c'est ?* » Et je tremblais, parce que je ne savais pas comment lui répondre, et que je ne le sais toujours pas aujourd'hui.

La chercheuse palestinienne Nadera Shalhoub-Kevorkian a un terme pour désigner ce qui est infligé à des enfants comme Imane : la « *désenfantisation* », l'exclusion des enfants de l'enfance elle-même.

Je souhaite dormir à nouveau dans les bras de ma mère, et sentir l'odeur de l'huile d'olive dans ses cheveux. Je souhaite serrer dans mes bras ma sœur, ma mère, mes

nièces et mes neveux. Je souhaite que ma famille puisse à nouveau vivre au même endroit. Ma sœur est aux Émirats. Mon frère, en Égypte. Je suis à Paris. Le reste de ma famille est à Gaza. Une seule famille, quatre pays. Voilà à quoi ressemble déjà l'avenir, et personne n'a eu besoin de le dessiner sur une carte.

Je souhaite retourner là où se trouvait notre maison et replanter le citronnier et l'olivier. Et s'ils sont encore un peu vivants, les arroser à nouveau.

Je souhaite retrouver les cahiers que j'ai laissés là-bas et y écrire à nouveau. Revoir mes peintures. Regarder le coucher de soleil sur la mer depuis notre terrasse sur le toit. Je souhaite voir les étoiles au-dessus de Gaza, sans drones ni avions.

Je voudrais ne plus voir une seule tente à Gaza.

Je souhaite voir les petites lumières des nuits de ramadan et entendre l'agitation de l'Aïd dans les rues. Je ne peux pas ramener les morts. Je le sais. Mais je souhaite que les enfants qui ont perdu un ou leurs deux parents grandissent dans un lieu sûr. Je souhaite qu'ils trouvent un foyer chaleureux.

Et je souhaite publier mon livre dans ma langue maternelle, en arabe, pour que tous ceux et toutes celles qui sont resté·es au pays puissent le lire. Je souhaite qu'ils et elles puissent rentrer chez eux. Je souhaite pouvoir les accompagner.

Alors voici ma réponse, mon ami. Rien de tout cela n'appartient à l'avenir. Les cheveux d'une mère. Un arbre. Un gâteau. Un enfant qui dort la nuit. Ce ne sont pas des rêves pour demain. C'est la vie ordinaire qui nous a été enlevée. Nous ne souhaitons pas d'avenir. Nous souhaitons que le présent s'arrête. Hannah Arendt avait raison : nous sommes né·es pour commencer.

Rendez-nous le sol sur lequel commencer, et nous n'aurons besoin de personne pour tracer notre avenir à notre place. Repose-moi la question de l'avenir le jour où je pourrai cesser de compter. Aujourd'hui, c'est le 1 098^e jour.

Nour Elassy

Boîte noire

Nour Elassy est journaliste, écrivaine et poétesse.

Arrivée en France depuis le 11 juillet 2025, où elle suit à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), à Paris, un master en science politique, elle poursuit pour *Mediapart* la série de chroniques entamée depuis Gaza. Elle

vient de publier le recueil *Ceci est ma maison*, aux éditions Les liens qui libèrent.

Cette chronique a été écrite en anglais et traduite en français par Lénéïg Bredoux avec le concours de DeepL.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau